

L'histoire de la dette sans fin

Large débat de société, la dette s'invite souvent dans le travail social à travers les crédits contractés par les ménages. Elle peut prendre aussi une forme plus politique. Depuis quelque temps en Europe, les gens s'intéressent à l'endettement extérieur des États.

Dans le travail social, la dette peut prendre une apparence moins visible, mais pourtant très concrète: celle que l' « aide » sociale crée auprès de la société. Combien un bénéficiaire d'un service social - l'école, le CPAS, la sécurité sociale...- doit-il ? Et, à qui le doit-il ? Et surtout : comment doit-il rembourser ? La récurrence de la question dans les débats actuels atteste certainement de sa valeur ! A moins que ce ne soit l'opposé.

Guillermo KOZLOWSKI

Dans son ouvrage récent sur les cinq mille dernières années de la dette, David Graeber¹ rapporte la réflexion d'un moine bouddhiste chinois du Moyen âge : « un nourrisson consomme en moyenne 180 boisseaux de lait maternel. Comment, une fois adulte, pourrait-il rembourser cette dette ? » C'est impossible. Ce n'est pas la valeur du lait en soi qui pose problème, mais ce lait-là, dans cette situation précise n'a pas de prix. Cette réflexion est aussi valable pour le langage. Comment payer sa dette à ceux qui nous l'ont légué ou appris ? Et l'invention de la chasse des toilettes ? Et, ce que nous devons à la nature, à l'histoire, ou à la société ? Au fond, nous sommes redevables à l'infini, notre « dette » est infinie et impayable. Mais alors? Pourquoi penser cela comme une dette, comme un dû ?

La question du « pourquoi ? » est peut-être un peu ambitieuse ou vaine. Pourtant, rien ne nous empêche d'avancer qu'un des effets de la dette est de créer une très puissante relation de pouvoir, une relation d'assujettissement.

Un jour, il nous faut affronter nos créanciers. Quand nos arriérés deviennent difficiles à solder, dès que nous devons négocier les modes de paiements, lorsque le prêteur est en position d'imposer ses conditions, c'est-à-dire la démarche que nous devons adopter l'apurer; il va détenir alors une énorme emprise sur nos vies. Vu sous cet angle, il n'est pas étrange que le premier philosophe occidental à s'intéresser à la dette l'ait fait dans le cadre d'une généalogie de la morale. C'est-à-dire en étudiant les comportements que la société impose ou condamne.

1 GRAEBER, David. « Debt the first 5000 years », Melville house publishing, 2011, p 264. Pour le moment, il n'y a pas, à ma connaissance, de traduction française. Cet ouvrage qui aborde la question de la dette d'un point de vue anthropologique aussi bien en occident qu'en Inde en Chine, ou dans le monde islamique, sera une référence importante pour notre analyse. Pour un résumé en français des positions de Graeber, on peut se référer à son article « Crédit et endettement existaient avant la monnaie » paru de le Hors-série N 91 de la revue « Alternatives économiques ».

Dettes et morale

Voici ce que Nietzsche affirme dans sa *Généalogie de la morale*: « ... la communauté se tient à l'égard de ses membres dans une relation fondamentale, essentielle, de créancier à débiteur. On demeure dans une communauté, on jouit des avantages d'une communauté (et quels avantages ! Il nous arrive de les sous-estimer), on est protégé, épargné, dans la paix et la confiance, insouciant de certains dommages et animosités auxquels est exposé l'homme du dehors, l'« instable »... qu'advient-il dans l'autre cas ?

La communauté, le créancier trompé, se feront payer aussi bien qu'ils le pourront, on peut y compter. Il ne s'agit guère en l'occurrence du dommage immédiat que le débiteur a causé : abstraction faite de ce dommage, le criminel est avant tout « infracteur », celui qui enfreint les contrats et les promesses vis-à-vis de l'ensemble, compte tenu des avantages et des agréments de la vie commune dont il a profité jusqu'à présent. Le criminel est un débiteur qui, non seulement ne rembourse pas ses avantages, et les avances qu'on lui a prodigués, mais qui va jusqu'à s'en prendre à son créancier : de ce fait, non seulement il perd des ce moment, comme il se doit la jouissance de tous ces biens et avantages, - mais on lui rappelle dorénavant ce que ces biens impliquent. La colère du créancier renvoie à l'état sauvage et hors la loi dont il était jusqu'alors garanti »²

Dans sa *Généalogie de la Morale*, Nietzsche décrit un mécanisme de pouvoir qu'on peut résumer en trois points.

1- On est toujours-déjà endettés. Nous naissons avec une dette

La dette est souvent présentée comme un choix à devoir assumer par la suite. C'est le cas, parfois. Si on emprunte de l'argent à un collègue parce qu'on a oublié son porte-monnaie à la maison, par exemple. Mais lorsque toutes les relations sociales sont appréhendées comme un rapport débiteur/créancier, le moment du choix n'existe pas.

Par exemple, les États occidentaux se sont, en grande partie, constitués sur la promesse de la paix – dans le sens de ce qu'on appelle aujourd'hui la « sécurité » – dont désormais les citoyens lui sont redevables. Bien entendu, cette dette ne peut être ni soldée, ni refusée – au risque de se voir accuser d'œuvrer contre la paix – et c'est en ce sens que ce dû est un type de relation et non un événement isolé.

2- On paye les dettes infinies en adoptant un certain comportement

Dès qu'une créance ne peut être soldée, elle est infinie! Une relation s'est donc installée. Et, une fois les rapports sociaux ainsi conçus, la seule façon de s'acquitter de son dû, c'est de donner des gages. Mais ces preuves de bonne volonté ne peuvent être ponctuelles, elles doivent être les prémisses d'un comportement qui, lui, se doit d'être permanent. Car c'est bien un comportement qu'on entend recevoir comme remboursement. Dès qu'une dette est difficile à combler, le débiteur doit montrer qu'il met tout en œuvre en permanence pour la renflouer. Ce mouvement instaure la dette comme une morale. Une morale de tous les instants! Car dès que l'on cesse de fournir des gages, on devient un infracteur. Ce personnage n'enfreint pas une loi imposée... Il devient celui qui ne respecte pas un engagement auquel il était pourtant censé adhérer. La loi interdit certaines actions, tandis que le règlement imposé par un créancier impose un certain comportement.

2 NIETZSCHE, Friedrich. *Généalogie de la morale*. Traité 2 § 8.

3 - Derrière la dette, il y a toujours la violence.

Dette et violence vont toujours de paire. Tout règlement³ d'une dette pose la question de la violence. Seule la force peut le garantir. Donc, les dettes matériellement remboursables sont à l'échelle de la force qui peut les garantir. « Nous avons les moyens de vous faire payer » répètent tous les créanciers du monde.

Il y a deux manières de concevoir cette violence. Pour Hobbes, le rapport d'une dette envers l'État permet de sortir de la violence parce que l'État garantit alors la sécurité. Mais ce qu'affirme Nietzsche est tout autre: pour lui, la violence est toujours sous-tendue dans la dette. Violence et dette sont deux états de la même chose, comme l'eau et la glace. Derrière la dette, se cache la guerre de tous contre tous. « La colère du créancier renvoie à l'état sauvage et hors la loi dont il était jusqu'alors garanti ». Il ne dit pas que le système de la dette remplace la violence, le système de la dette morale est la forme que prend cette violence en Occident⁴. C'est la colère du créancier qui est non-droit et violence, non la cessation de paiement du débiteur.

La dette notre société

Dans une société où sont pris comme modèle les « selfs made men », tous les autres à des degrés divers, sont endettés.

Le SDF qui demande une nuit dans un centre d'accueil. Le chômeur qui reçoit des allocations. Les jeunes qui n'ont pas encore de formation! Les vieux qui ne produisent plus! Les immigrés qui profitent d'infrastructures et de droits pour lesquels ils n'ont pas cotisé. Mais aussi les travailleurs. Dans tous ces cas, la question n'est pas le remboursement, mais l'intériorisation d'une logique. Donner des gages qui prouvent un comportement adéquat. Un comportement de débiteur qui tente de rembourser.

- Aussi invraisemblable que cela puisse sembler, les SDF doivent maintenant présenter un projet! Ils doivent montrer qu'ils pensent, qu'ils ont la volonté, ou du moins qu'ils savent... que ce qui est « bien », c'est rentrer dans le marché du travail. On ne leur demande pas de formuler clairement ce qu'ils vont faire. On leur demande de prouver qu'ils peuvent raconter une histoire qui intègre les bons codes. Et c'est désormais la condition indispensable pour avoir accès à certains refuges.

- Les chômeurs doivent présenter un «comportement de recherche d'emploi ». La formule officielle a le mérite d'être claire. C'est probablement sur ce domaine que le poids d'une dette envers la société va le plus loin.

- Les jeunes doivent acquérir des compétences qui puissent constituer un bon capital pour le marché de l'emploi, contrepartie de l'investissement consenti pour qu'ils puissent étudier.

- Les vieux doivent essayer de montrer qu'ils sont jeunes, et continuer à travailler le plus tard possible, rester actifs, consommer comme des jeunes, désirer le mode de vie des jeunes etc. Ou, c'est le minimum que la société tolère, cacher qu'ils sont vieux.

Dans tous ces cas, la logique invoquée tourne autour d'une potentielle entrée dans le marché du travail, gage qui permettrait de solder sa dette à la société... Ou, pour le moins, de ne pas la creuser...

3 Bien entendu ceci n'est vrai que lorsqu'on entend par règlement un remboursement individuel et matériel de la dette. C'est pourquoi dans beaucoup de sociétés, la plupart d'ailleurs, il y a des systèmes d'effacement généralisés des dettes, afin d'éviter de sombrer dans la violence. On peut se rapporter aux exemples fournis par D. Graeber.

4 Dans son ouvrage sur la dette David Graeber revient à plusieurs reprises sur l'importance des États dans les systèmes de dette. En effet la dette ne prend de proportions gigantesques que lorsque des États puissants s'en mêlent pour garantir le paiement. Cf. notamment le chapitre sur l'Angleterre.

Mais les travailleurs aussi, de leur côté, sont confrontés à des méthodes de management qui affirment en permanence qu'ils reçoivent plus qu'ils ne valent. Leur travail n'est jamais assez efficace, il y a trop de moments de non-travail. Aucun travailleur n'a vraiment les compétences qu'il faudrait. Ils sont donc toujours en dette envers les entreprises qui les emploient. L'argument est simple: les travailleurs pourraient-ils vivre sans le salaire que leur donne l'entreprise ? Non ! Alors que le manager, lui, a créé cette entreprise lui-même! Il peut donc se débrouiller tout seul! Il est autonome. Le manager ne doit donc rien à personne alors que ses travailleurs doivent leur subsistance à l'entreprise.

Les capitaux sont autonomes, ils se donnent bien leur propre logique. Les ouvriers, eux, sont bien obligés de manger, dormir, se soigner etc.

Un mythe libéral⁵

Revenons à la question de la dette, les économistes libéraux⁶ ont écrit une jolie histoire. Il était une fois l'humanité... Au départ il y avait le troc. Certains possédaient des poules, d'autres des patates, d'autres du tissu, d'autres encore du bois. Quand celui qui avait des poules voulait faire un pot-au-feu, il échangeait une poule contre des patates, une autre poule contre des carottes et ainsi de suite. Les hommes étaient fort embêtés à cette époque parce que, calculer justement tous ces échanges, c'était bien compliqué! Alors, ils inventèrent la monnaie. Tout était pareil... mais beaucoup plus simple et confortable. Peut-être que les choses étaient même plus simples et plus justes parce qu'on pouvait juger plus précisément la valeur d'un produit et qu'en favorisant les échanges à plus large échelle, on favorisait la paix...

Mais le joli tableau a une faille: certaines choses coutent trop d'argent et tous les gens ne peuvent se les payer.

Alors, d'autres sages ont inventé le crédit. Les hommes peuvent désormais profiter de l'argent qu'ils n'ont pas encore.

C'est beau, c'est logique et c'est faux. Enfin, anthropologiquement faux. Les choses ne se sont pas déroulées de cette manière. Par contre, cette histoire est un vrai mythe fondateur !

Cette séquence troc-monnaie-dette inscrit la dette dans un échange juste, elle l'installe dans la suite logique d'un échange juste entre égaux. En même temps, en amont, elle fonde la société dans l'échange entre des individus.

Pourtant, aucun anthropologue ne parvient à trouver la trace d'une société « primitive » ayant pratiqué le troc.

Or, pour qu'une société développe ce type d'échange, il faut qu'elle se pense comme une somme d'individus qui se conçoivent chacun comme une unité, échangeant les uns avec les autres. Et cette conception de la société commence à devenir majoritaire, dans les classes aisées de l'Angleterre du XIX^e siècle. Cette histoire répond bien aux mécanismes d'un mythe des origines: il étend une certaine logique jusqu'au début du monde⁷.

A quoi ressemblaient, en réalité, les premières sociétés humaines? Tout d'abord, il y a eu

5 Je reprends ici l'analyse de David Graeber, op cit.

6 On peut par exemple la retrouver chez Adam Smith, mais elle est présente un peu partout

7 Pour la bourgeoisie de l'époque expliquer qu'au départ les hommes étaient égaux était essentiel. D'une part pour se débarrasser de la noblesse et d'autre part pour justifier l'inégalité actuelle auprès du tiers-Etat. De même revendiquer l'échange entre individus comme fondement était une manière d'éviter l'analyse de la noblesse qui plaçait la guerre comme origine et d'éviter toute tentative de penser le système de production (par exemple en termes de classes). Mais surtout, si ce que lie une société ces sont les échanges, il est normal que ceux qui sont au centre ce soient les marchands.

celles où les gens produisent, de manière relativement peu spécialisée, des biens qui sont massivement socialisés.

Ensuite, on trouve des sociétés où, dans certains cas, ce qui donné ou pris est pensé comme une dette. Beaucoup plus tard, on en rencontre où ces dettes doivent être apurées par de l'argent et elles sont liées à des états puissants ou des empires. D'une part parce qu'ils ont besoin d'armées puissantes et qu'il faut donc les financer, d'où la nécessité d'une monnaie. De l'autre, parce que ces armées, justement, peuvent garantir la valeur la monnaie investie.

Ces moments historiques où un crédit doit être remboursé en argent sont souvent très violents et leur pente naturelle les mène vers l'esclavagisme, parce qu'il y a toujours un moment où une masse importante de la population ne peut plus payer autrement que de sa personne.

Enfin, communément, le troc n'apparaît que lorsque des civilisations, connaissant déjà l'argent, sont en crise. Le troc à proprement parler est un échange de marchandises, basé sur un équivalent virtuel en argent de chacune des marchandises.

Dans cette séquence dette-argent-troc, la question de la légitimité d'un crédit apparaît toute autrement. Il y a une façon sociale de déterminer ce qui constitue une dette ou pas. Et lorsque certaines sociétés instituent l'argent comme moyen universel de les régler, il a toujours une force armée qui en exige le payement.

Conclusion ; reterritorialisation

Un exemple :

Marx affirmait que la richesse du capitaliste provenait de ce qu'il ne payait pas le travail à sa juste valeur. « Le *taux de la plus-value*, toutes circonstances égales d'ailleurs, dépendra du rapport entre la partie de la journée de travail, qui est nécessaire pour renouveler la valeur de la force de travail, et le *surtravail* ou *temps employé en plus* pour le capitaliste. Il dépendra, par conséquent, de la *proportion dans laquelle la journée de travail est prolongée au-delà du temps* pendant lequel l'ouvrier, en travaillant, ne ferait que reproduire la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire fournir l'équivalent de son salaire »⁸.

Cette plus-value n'est donc que du travail volé à l'ouvrier par le capitaliste. Dans cette analyse, c'est plutôt le capitaliste qui a un dû. Pourtant, Marx ne va pas penser les choses de cette manière. Il ne va pas exiger des capitalistes qu'ils remboursent leur dette, mais, il s'emploie à changer les rapports de production qui, pour lui, sont injustes.

Pour qu'une dette s'installe comme relation de pouvoir, il faut que les choses, les animaux, les hommes, les idées, les productions artistiques soient assez détachés de leur monde pour engager un équivalent abstrait en argent. Il y a donc un mouvement d'abstraction. Or, en rentrant dans cette abstraction qu'est la dette, tout devient une question d'argumentation. Tout se vaut au niveau des arguments. La différence se fait dans la force pratique, dans la capacité à imposer un paiement ou non. Or, la seule astreinte capable d'imposer le remboursement des dettes infinies, c'est l'État, ou la mafia, ou l'armée.

Nous retrouvons les propos de Nietzsche: « la dette, c'est la violence ». C'est pourquoi Marx insiste sur la nécessité de prendre en compte les rapports de production⁹. Dans les rapports de production, dans le mode de production, nous devons nous placer dans une

8 MARX, Karl. *Salaires, prix et profit*, 1865, chapitre VIII.

9 C'est notamment l'objet de sa discussion avec Proudhon, lorsque ce dernier affirme que « la propriété c'est le vol ». Marx accepte la consigne politique, mais souligne l'importance d'aborder le problème à partir de l'injustice du mode de production. Autrement on rentre dans des considérations purement morales.

situation concrète. Non pas un produit isolé. On se demande: « comment, concrètement, produit-on ? »

Cette question peut produire un conflit potentiellement très violent. Mais, ce n'est pas la violence de tous contre tous en raison de la réelle asymétrie qui existe dans la situation entre ceux qui produisent et ceux qui vivent du travail des autres.

Un autre exemple :

Aujourd'hui, toute activité sociale génère des dettes. L'État social actif a pris ce pli: si on donne des choses, il faut recevoir en échange et inversement: si on reçoit, on doit rendre. L'état assure la survie de ces citoyens et il doit recevoir un comportement de recherche d'emploi. Penser le social en dehors de tout rapport de redevance, pourrait, par exemple, ouvrir la voie pour considérer le mal être au chômage comme un problème.

Tant que le travail social est pensé comme un échange, ou encore pire un contrat, il est contradictoire. Parce que par définition ce qui est social est ce qui n'est à personne et est à tout le monde.

Cette dette infinie est exclusivement abordée d'un point de vue économique, elle pourrait être aussi abordée d'un point de vue politique, théologique, artistique (l'art peut être autre chose qu'un marché du divertissement), philosophique.

Les véritables questions seraient : comment sortir de toutes ces histoires pour enfants sur l'échange ? Comment travailler à partir d'une connaissance des mécanismes concrets ? Comment annuler les dettes ? Ou, peut-être, comment s'en occuper autrement qu'en les remboursant ?

Le libéralisme, depuis qu'il existe, exige de payer des dettes : seuls sont libres, à ses yeux, ceux qui payent les dettes, ceux qui ne sont assujettis à aucun créancier. Une fois que les dettes sont payées, les liens sont coupés, ainsi ceux qui prétendent s'être « fait tout seul » prétendent aussi n'avoir aucun lien avec ce qui est commun. C'est, bien entendu, une illusion, nous devons tous des choses qui sont impossibles à rembourser. C'est une illusion qui permet de se désengager de ce qui est commun. Avec le libéralisme il n'y a plus de société, il y a chacun, individuellement comme créancier ou débiteur de son éducation, sa santé ou son poste de travail.

On pourrait peut-être avancer que ce qui est commun ne doit pas être remboursé, parce qu'on ne veut pas que les liens soient coupés. La question est de pouvoir s'occuper de ce qui est commun non de s'en débarrasser. David Graeber donne un exemple assez parlant : « *Dans beaucoup de cafés populaires, personne ne paye sa consommation, chacun paye, de temps en temps, selon ses possibilités sa tournée. Il ne s'agit surtout pas d'être libéré, de tout rembourser, puisque l'objectif est justement de garder un lien, de perpétuer ce lien, passer la soirée ensemble et continuer la semaine suivante.* »

Bref, on peut penser le social non pas du point de vue libéral, c'est-à-dire en se demandant comment rompre le lien avec ce qui est commun : l'exigence d'autonomie imposée par l'État social actif. Mais penser le social à partir des liens, c'est-à-dire comment les questions de santé, d'éducation, de logement regardent tout le monde ?